

CRISE AU SEIN DU POUVOIR :

Qui conspire contre qui ?

La crise est là et bien là. Même sans les accusations de l'opposition et ses " prétentions " sur une situation pire que celle que les Mauritaniens ont connue dans le passé, le pouvoir se fourvoie lui-même dans les problèmes. La preuve ? Ce ministre de la santé qui semble prendre un malin plaisir à pousser les médecins spécialistes dans leurs derniers retranchements, cette administration qui somnole - ou attend que quelque chose arrive...



Qui conspire contre qui ?

Sans tenir compte du discours, congénitalement critique de l'opposition, le citoyen lambda ne peut cacher sa déception. Le président Mohamed Ould Abdel Aziz est en train de perdre certains de ses atouts, dont le moindre n'est pas celui qui a été mis en avant dans les différentes confrontations pour le pouvoir (contre Sidioca, lors de la fronde, et contre les candidats Daddah, Ely et Messaoud) : cette fermeté qui lui donne l'air d'un fonceur qui ne recule devant rien. Mais on a l'impression que c'est justement ce qui manque aujourd'hui. Les Mauritaniens croient être forcés d'assister à une représentation théâtrale de mauvais goûts avec des membres de gouvernements contents de jouer le rôle de figurants.

C'est ce qui ressort des visites inopinées qui ont perdu de leur superbe, parce qu'elles ne sont utilisées, très souvent, que pour faire passer un message. Aucun effet de la nature de celui qui, à Hay Sakène, avait permis à Ould Abdel Aziz, de conquérir le cœur des pauvres, de pouvoir compter sur eux dans des élections présidentielles qu'il fallait d'abord pouvoir organiser. La répétition de telles actions à Arafat, puis à la TVM et à la faculté de médecine n'a fait que confirmer ce que les Mauritaniens savaient déjà : le pouvoir a épuisé nombre de ses cartouches. En dehors de la période électorale, le retour à " l'ordinaire " montre les limites d'une action gouvernementale qui manque d'impact. Et puis, le pouvoir semble aussi être victime de la surestimation de ses forces et de ses ressources.

La force de caractère et le volontarisme sont certes de bons arguments pour gouverner dans un pays comme la Mauritanie mais il faut aussi savoir que le style du " ça passe ou ça casse " n'est pas adaptable à toute situation. Et là, on donnerait raison aux ex-présidents Ely Ould Mohamed Vall et Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi qui n'ont pas voulu brusquer les choses. Leurs démarches hésitantes prenaient au dépourvu une classe politique qui mesurait le soutien qu'elle apporte à tout pouvoir à l'aune de son adaptabilité au contexte ancien.

Evolution

L'évolution de la situation, huit mois après l'investiture du président Mohamed Ould Abdel Aziz donne la mesure de cette politique qui ramène tout à la personne du

Président de la République mais qui, dans les faits, cherche à faire revenir le " Système ". Cette fameuse gouvernance qui donne aux hommes politiques qui gravitent autour du pouvoir depuis trois décennies la latitude d'en profiter comme ils le faisaient sous Ould Taya.

Ainsi, on a comme l'impression qu'il y a une " fronde " d'un autre type qui est en train de menacer, sérieusement, le pouvoir : le refus de ce changement qui met à la touche tous les acteurs politiques ! Car, de plus en plus, l'on se rend compte que ce n'est pas seulement l'opposition qui est ignorée mais aussi cette majorité silencieuse à telle point qu'elle se confond avec l'UPR (Union pour la République), seule formation qui semble encore avoir du crédit auprès d'un président de la République plus que jamais sûr qu'il devrait mener son combat seul avec ceux qui l'ont élu. Contre ceux que ses projets contrecarrent et qui sont probablement plus nombreux dans le camp de la majorité !

Et c'est comme qui dirait qu'il y a une conspiration contre le changement. La majorité n'apprécie pas qu'elle n'ait pas été consultée sur tout et rien. Par exemple, le choix des ministres a-t-il été fait en dehors de l'appartenance à ces partis ou d'une " consultation restreinte " ? Voudrait-on que son rôle se limite à ses prises de positions contre l'opposition, à la justification de l'action du gouvernement et à cette propension à raviver les tensions pour refuser le dialogue.

Que faire pour redresser la barre ?

L'urgence aujourd'hui n'est plus de dire comment arriver à apaiser le climat tendu entre la majorité et l'opposition, mais bien de voir comment le pouvoir peut faire face aux problèmes qui l'assaillent de toutes parts. Des problèmes, il faut le dire, qui sont, le plus souvent, le résultat de ses propres erreurs. De ses propres errements.

C'est bien le gouvernement qui a pensé et appliqué les décisions portant sur les indemnités de transport de logement. Une grève pourrait être déclenchée, dès aujourd'hui, avec les mêmes revendications de celle qui a troublé le sommeil du ministre de l'Enseignement secondaire et supérieur et de son collègue de la santé, il y a un peu moins d'un mois.

Ce n'est pas le lieu de revenir ici sur leur

bien fondé ou non, mais force est de reconnaître que le gouvernement a péché par manque de communication. Ce que le Premier ministre a reconnu lui-même de manière implicite au cours de la récente interview accordée à trois journalistes mauritaniens de la presse privée, en disant qu'on peut toujours " communiquer plus ". On rectifie : communiquer avant. L'idée de prendre cette mesure ayant été annoncée depuis longtemps, le gouvernement aurait dû expliquer aux fonctionnaires et agents de l'Etat sa portée et son impact, en mettant en avant ce qui est bien un argument de poids, à savoir son caractère général mais surtout le fait qu'elle donne au ministère des Finances une meilleure maîtrise de ses dépenses et permet de mettre fin au saccage systématique des biens de l'Etat.

Il ne fallait pas attendre que les travailleurs menacent d'aller en grève pour mettre en branle la machine de la propagande qui produit souvent le contraire de l'effet recherché : on se dit que le gouvernement cache la vérité. C'est donc une erreur monumentale que de ne pas agir à temps, préférant réagir plutôt. La crise actuelle, dans ses diverses manifestations, est de l'entière responsabilité du gouvernement. L'opposition en profite pour enfoncer le clou dans la plaie. Elle ne se contente pas d'observer le gouvernement se débattre dans les problèmes mais s'ingénue même à donner une plus grande visibilité populaire à ce qui semble bien être un manque de clairvoyance de la part des ministres de la Républiques mettant à mal le volontarisme du président Mohamed Ould Abdel Aziz.

Le remaniement de la semaine dernière trouve peut-être son explication dans cet écart entre les intentions présidentielles et les incuries d'un gouvernement qui fonctionne non pas comme une équipe, une structure efficiente mais une " somme " d'individualités aux préoccupations particulières : comment faire pour durer longtemps (profiter) de cette présence miraculeuse dans un gouvernement qui est loin de faire l'unanimité. Ceux qui ont échappé à la première retouche ne feront rien pour justifier leur maintien mais se disent certainement que le coup de grâce ne leur sera donné que quand le président de la République aura décidé de remercier Ould Mohamed Laghdaf et toute son équipe.

Car s'il fallait que chaque erreur, chaque gaffe du genre de celle qui a conduit à la suspension des salaires de 5000 fonctionnaires et agents de l'Etat, soit traitée à part, le président de la République perdrait son sommeil. On sait que cette affaire dont la première responsable a changé finalement de portefeuille, a porté un grand préjudice à l'autorité publique. Un seul mot suffit pour qualifier cet impair : légereté ! Débusquer les faux fonctionnaires, arrêter la saignée à blanc des ressources de l'Etat un sacré service qu'on rend à la communauté nationale mais on ne le fait pas n'importe comment. Surtout quand on prétend avoir engagé une armée de recenseurs pour être sûr que le travail fait l'a été dans les règles de l'art.

Mais ce qui est fait est fait. Reste une question : personne ne comprend aujourd'hui que la ministre concernée au premier chef par cette bourde ait conservé un strapontin dans le gouvernement remanié !

Difficultés

Une autre affaire qui montre jusqu'au bout la carence d'un gouvernement est cette question de la langue arabe. Le propos assigné à la ministre de la Culture et celui tenu par le Premier ministre sont trop graves pour qu'ils soient mis sur le compte d'un simple écart de langage. Certes l'arabé est la langue officielle du pays mais il faut avoir de la finesse pour ne pas transformer cette réalité en une provocation. C'est parce que cela a été dit d'une manière si maladroite que les étudiants négro-mauritaniens sont sortis dans la rue pour protester contre ce qu'ils considèrent comme une volonté manifeste de refaire l'histoire à rebours.

Heureusement qu'il ait besoin de convaincre sa majorité, absente des débats concernant cette crise interne au pouvoir, le président de la République a fait chuter la tension en créant un nouveau ministre chargé des affaires africaines ! Une manière de dire que la Mauritanie est certes un pays arabe mais qu'elle ne peut pas échapper aussi à cette africanité qui forme son double destin.

Avoir réussi à sauver les meubles sur les deux questions liées à la question des indemnités et à la problématique de la langue et tergiverser plus qu'il n'en faut sur le malaise né du bras de fer entre le ministre de la Santé et les ministres spécialistes reposer le problème de la cohérence ou non de l'action du gouvernement. Le Premier ministre, s'il n'était lié au ministre de la Santé de façon particulière, aurait dû arrêter la surenchère qui l'oppose aux médecins. Aujourd'hui, le feuilleton prend l'allure d'une novela de série B. Disons que Les crises qui se succèdent au sein même du pouvoir ne sont pas faites pour apaiser le doute qui s'installe autour de la capacité de l'actuel gouvernement de réaliser, ne serait-ce que partiellement, le programme électoral du président Aziz. Etrangement, une fronde d'une autre facture pourrait bien justifier ce qui se passe aujourd'hui. Pour corroborer cette thèse posons-nous cette question : où se trouve la majorité ? N'existe-t-elle que quand la crise est le résultat d'une confrontation avec l'opposition ? Pourquoi ne fait-elle rien pour venir en aide au gouvernement, si l'on peut croire que, généralement, tout fonctionnaire ayant une responsabilité quelconque est censé être du parti du pouvoir ? Ne pas pouvoir répondre à cette question laisse supposer que la majorité peut bien être contente de voir le gouvernement se débattre dans les problèmes. Un gouvernement qu'elle voudrait bien voir changé mais ne pouvant en faire la requête au président (qui ne l'écoute apparemment pas), elle choisit de le laisser couler par ses propres erreurs.

Cette contradiction flagrante qui échappe peut être pas au président de la République lui-même, est confortée par une simple observation de cette majorité qui disparaît, comme par enchantement, à chaque fois que le " discours " ne porte pas sur " l'opposition " à l'opposition ! Le moindre des choses aurait été de mettre en place un comité de crise (au niveau des partis de la majorité) pour aider le gouvernement à faire face à la difficile période qu'il traverse actuellement. Sauf si les " alliés " de l'UPR, mécontents d'être écartés de la gestion du pouvoir, veulent pousser le gouvernement de Moulay Ould Mohamed Laghdaf vers la porte de sortie. Un scénario dont le premier acte vient d'être écrit avec le remaniement de la semaine dernière.

Sneiba Mohamed